



CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

Vingt-huitième session

DOCUMENTS OFFICIELS

Mardi 7 juillet 1959

à 10 h. 40

PALAIS DES NATIONS, GENÈVE

SOMMAIRE

Point 2 de l'ordre du jour:

Page

Situation économique mondiale:

- a) Etude de la situation économique dans le monde;
- c) Demandes de l'Assemblée générale concernant la coopération internationale dans le domaine économique

Débat général (suite) 21

Président: M. Daniel COSÍO VILLEGAS (Mexique)

Présents:

Les représentants des Etats suivants: Afghanistan, Bulgarie, Chili, Chine, Costa-Rica, Espagne, Etats-Unis d'Amérique, Finlande, France, Mexique, Nouvelle-Zélande, Pakistan, Pays-Bas, Pologne, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Soudan, Union des Républiques socialistes soviétiques, Venezuela.

Les observateurs des Etats Membres suivants: Argentine, Brésil, Colombie, Equateur, Grèce, Hongrie, Iran, Israël, Italie, Pérou, Tchécoslovaquie, Yougoslavie.

Les observateurs des Etats non membres suivants: Saint-Siège, Suisse.

Les représentants des institutions spécialisées suivantes: Organisation internationale du Travail, Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, Banque internationale pour la reconstruction et le développement, Fonds monétaire international, Organisation mondiale de la santé.

POINT 2 DE L'ORDRE DU JOUR

Situation économique mondiale

- a) Etude de la situation économique dans le monde (E/3244, E/3256, E/3266 et Add.1; E/ECE/345; E/CN.12/498 et Add.1 et Corr.1)
- c) Demandes de l'Assemblée générale concernant la coopération internationale dans le domaine économique (E/3202 et Add.1 à 6)

DÉBAT GÉNÉRAL (suite)

1. M. NYUN (Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Asie et l'Extrême-Orient) désire compléter l'*Etude sur la situation économique de l'Asie et de l'Extrême-Orient en 1958*¹ par un exposé des faits importants qui sont survenus dans la région durant

le premier semestre de 1959. En 1958, la région avait connu quelques reculs sur le plan économique, mais la situation s'est heureusement améliorée vers la fin de l'année et cette reprise s'est poursuivie au premier semestre de 1959. D'une manière générale, la production a légèrement fléchi dans l'agriculture mais augmenté quelque peu dans l'industrie. Les importations et les exportations ont diminué en valeur, ce qui représente un renversement de la tendance des années antérieures. Le déficit persistant de la balance commerciale s'est beaucoup amenuisé en raison surtout de l'afflux d'aide étrangère et de la diminution des réserves internationales. Les prix ont continué de monter modérément dans maints pays, mais au Japon et dans quelques autres pays ils ont légèrement baissé. Dans les premiers mois de 1959, la production de nombreux pays d'Asie et d'Extrême-Orient a commencé à augmenter, du fait surtout que la récession s'atténuait dans les pays industrialisés.

2. La situation alimentaire, qui s'était fort aggravée en 1958 dans la région de la Commission économique pour l'Asie et l'Extrême-Orient (CEAEO), a accusé un net redressement en 1959, grâce à l'arrivée sur les marchés des récoltes relativement plus abondantes de la campagne 1958/59. L'accroissement de la production agricole, dû à de bonnes conditions météorologiques et à l'effort des hommes, s'est manifesté plus ou moins nettement dans la plupart des pays de la CEAEO. Dans l'ensemble de la région (Chine continentale exceptée), la production de riz (usiné) de la campagne 1958/59 aurait atteint 80 millions de tonnes environ, dépassant ainsi de 4 % celle de l'année précédente; tous les grands pays exportateurs et importateurs de la région ont participé à cet accroissement qui a largement compensé la baisse de la production de blé et d'orge. Les événements ont montré que la production agricole constitue un élément essentiel de l'économie régionale et qu'il faut la soutenir pour assurer le succès du développement industriel. Le progrès modeste de la production industrielle en 1958 dans certains pays industrialisés de la région a été contrebalancé dans le total régional par le recul temporaire de cette production au Japon. En revanche, la production industrielle japonaise n'a cessé d'augmenter dans les premiers mois de 1959.

3. Le commerce extérieur des pays de la région a sérieusement souffert, en 1958, de la récession qui sévissait dans les pays industriels. La chute des exportations a frappé presque tous les pays d'Asie et d'Extrême-Orient. En quantité, toutes les exportations de produits primaires importants — à l'exception du jute et du thé — ont été touchées par la baisse; c'est ainsi que les exportations d'étain et celles de noix de coco et dérivés ont diminué d'environ 30 %, celles de riz de 20 % et celles

¹ Publication des Nations Unies, n° de vente: 1959.II.F.1.

de coton d'environ 15 %. En valeur, les prix du sucre ont diminué du tiers et ceux du caoutchouc d'environ 15 %, pour une réduction de 6 % en volume. Seuls parmi les principaux produits primaires d'exportation, le coprah et le riz ont augmenté sensiblement de prix par rapport à 1957, et cela par suite d'une diminution de l'offre plutôt que d'un relèvement de la demande.

4. Pour empêcher que les réserves de devises ne se tarissent et pour améliorer les termes de l'échange, les pays d'Asie ont dû réduire radicalement leurs importations, et l'une des conséquences les plus néfastes de cette politique a été le brusque déclin des importations de biens d'équipement, au moment où les exigences du développement faisaient de ces importations une nécessité urgente.

5. En matière de commerce international, la part des pays producteurs primaires d'Asie et d'Extrême-Orient dans le commerce mondial d'exportation a diminué au long des années, et cette tendance défavorable de longue durée, jointe à l'instabilité des prix des produits de base, a gravement entravé le développement économique des pays de la région. C'est pourquoi la Commission a accueilli avec satisfaction l'annonce que les pays industrialisés étaient prêts à collaborer à la solution de ces difficultés par une action internationale.

6. L'Europe occidentale demeure le plus important débouché des produits d'Asie et d'Extrême-Orient, et la CEAE0 s'intéresse particulièrement aux répercussions éventuelles de la création du Marché commun européen ainsi qu'au mouvement qui se dessine vers la convertibilité des devises. La Commission a pris note des assurances données par les Etats membres de la Communauté économique européenne, qui ont déclaré que les intérêts des pays tiers seraient dûment sauvegardés, et les pays d'Asie et d'Extrême-Orient ont exprimé l'espoir que la politique de la Communauté ne tendra pas à restreindre les échanges mondiaux, mais au contraire à les amplifier, et que les produits des pays d'Asie et d'Extrême-Orient trouveront des débouchés suffisants sur le Marché commun européen.

7. Les pays d'Asie et d'Extrême-Orient manquent de travailleurs qualifiés et ont en revanche pléthore de manœuvres. Dans ces conditions, les campagnes d'industrialisation ont pour but, dans la plupart des pays, non seulement de favoriser la diversification de l'économie mais aussi de résoudre les problèmes concomitants du chômage et du sous-emploi avec toutes leurs conséquences sociales, économiques et politiques. Le problème démographique reste l'un des plus graves auxquels ont à faire face les pays de la région. La population déjà considérable de l'Asie et de l'Extrême-Orient, qui dépasse maintenant 1.500 millions, soit plus de la moitié de la population du globe, augmente rapidement (à raison de 25,4 millions par an); si ce rythme se maintient, elle devrait dépasser en 1985 le total mondial actuel. Dans une région dont la population est déjà très dense et où les niveaux de vie sont extrêmement bas, ce taux d'accroissement risque d'avoir de graves conséquences. Les pays de la région prennent maintenant de plus en plus nettement conscience de la gravité du problème, de sa véritable ampleur et de ce qu'il implique; la Commission

a accueilli avec faveur la proposition de tenir la prochaine session de la Commission de la population dans la région de la CEAE0 et d'organiser une conférence démographique régionale sous les auspices de la CEAE0, avec le concours des services d'assistance technique de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées compétentes [E/3214, résolution 28 (XV)].

8. Seule une action sur le plan national permettrait de résoudre certains problèmes qui se posent en Asie et en Extrême-Orient. C'est ainsi que tout essai de solution du problème démographique doit tenir compte d'un certain nombre de facteurs d'ordre social particuliers à chaque pays. La mobilisation et la répartition des ressources locales exigent également que de fermes mesures soient prises sur le plan national. En revanche, il y a plusieurs problèmes qu'une action internationale pourrait grandement aider à résoudre. L'*Etude sur la situation économique de l'Asie et de l'Extrême-Orient en 1958* met en lumière la forte consommation de devises que provoquent les pénuries récurrentes de denrées alimentaires et la nécessité d'importer des aliments. En prenant à cet égard des mesures de caractère international qui procèdent d'un esprit de sympathie et qui ne bouleversent pas la structure normale du commerce, on pourrait aider considérablement certains pays d'Asie et d'Extrême-Orient.

9. Lorsque la pénurie de capitaux résulte d'une pénurie de devises, l'action internationale pourrait aussi permettre de stabiliser les termes de l'échange, grâce à la conclusion d'accords sur les produits de base et d'autres accords. Etant donné les graves conséquences des fluctuations de prix et la position assez faible où se trouvent les pays producteurs de produits primaires pour négocier, il est de la plus haute importance que les pays relativement évolués fassent preuve de compréhension.

10. Dans l'exposé qu'il a présenté au Conseil à la 1068^e séance, le Secrétaire général a fait observer que l'expansion de l'économie mondiale est de la plus haute importance pour les pays sous-développés. De même, à sa quinzième session, la Commission a rappelé que si les pays évolués réussissaient à maintenir l'emploi et l'activité économique à un niveau élevé et stable, cela exercerait une influence favorable sur le commerce mondial, et contribuerait donc à améliorer la situation économique des pays en voie de développement, dont les exportations de produits primaires dépendent avant tout de la demande des pays plus développés (E/3214, paragraphe 260). L'*Etude sur la situation économique de l'Asie et de l'Extrême-Orient en 1958* fait apparaître que les difficultés commerciales que rencontrent les pays producteurs de produits primaires de la région sont loin d'être dues uniquement à des phénomènes cycliques ou à des fluctuations, mais qu'elles ont des causes beaucoup plus profondes. En ce qui concerne les termes de l'échange, les pays producteurs de produits primaires se trouvent, dans leurs négociations avec les producteurs de produits manufacturés modernes, dans une situation de faiblesse chronique, leurs revenus dépendant essentiellement des prix des produits primaires, sur lesquels ils n'ont aucun contrôle. De ce fait, il leur est impossible d'établir un plan de développement économique portant sur une

période assez longue, en ayant quelque certitude de pouvoir l'exécuter.

11. Les pays d'Asie qui ont acquis depuis peu leur indépendance ont cherché à tourner la difficulté en diversifiant leur économie et en essayant de créer des industries légères. La tâche est extrêmement ardue, en raison de la pénurie de capitaux, du manque de spécialistes, des limites du marché national, de l'impossibilité d'exporter et des obstacles que créent parfois la nature, la géographie ou les traditions locales.

12. En même temps, grâce aux moyens modernes de communication, les Asiens peuvent se rendre compte par eux-mêmes de tout ce que le progrès économique des pays industriellement évolués peut apporter aux masses, du point de vue de l'amélioration du niveau de vie, et constater que la machine peut accomplir le plus dur de la besogne, sans empêcher le travailleur de recueillir une part équitable des fruits de ses efforts. Aussi, les nations d'Asie se sentent-elles de plus en plus insatisfaites de leur situation économique.

13. Les pays d'Asie sont absolument convaincus que les pays industriels auraient à la longue intérêt à accepter la stabilisation des prix des produits de base, puisque les pays producteurs de produits primaires perdent une partie de leurs possibilités d'achats aux pays industriels lorsque la baisse des prix des produits de base fait diminuer leurs recettes d'exportation. C'est exactement ce qui se produit depuis 1957. Les pays d'Asie croient fermement qu'il convient d'apporter d'urgence une solution radicale aux graves problèmes qui se posent chez eux et que, s'il était universellement admis que la stabilisation des prix des produits de base à un niveau équitable est une obligation internationale, le premier pas dans cette voie serait franchi.

14. En ce qui concerne tant l'instabilité des prix des produits de base que l'aide économique internationale, il importe maintenant de procéder d'urgence à une réévaluation et à une révision des politiques actuelles, afin de pouvoir fixer les objectifs à long terme à un niveau de plus en plus élevé. Les pays sous-développés d'Asie sont persuadés que, si l'on pouvait amener les pays industriellement évolués à poursuivre une telle politique, qui serait en fait une politique d'intérêt personnel bien compris, l'histoire du progrès économique de l'Asie et de l'Extrême-Orient pourrait bien, dans les années à venir, constituer un modèle de compréhension et de coopération internationales.

15. M. PHILLIPS (Etats-Unis d'Amérique) rappelle que, lors de la vingt-sixième session, certains membres du Conseil avaient exprimé la crainte que la récession aux Etats-Unis ne soit beaucoup plus longue et beaucoup plus grave que ne l'avaient été les deux légers reculs déjà enregistrés depuis la guerre. Le représentant des Etats-Unis, pour sa part, avait dit à la 1024^e séance que le fléchissement de l'activité économique avait été enrayé et qu'il se produirait bientôt une reprise. Les faits ont pleinement justifié son optimisme, car, dès avril 1958, la récession avait atteint son point le plus bas. Bien que le ralentissement ait été un peu plus brusque que les deux fois précédentes, il a été encore plus bref. La reprise qui l'a suivi a porté le volume de

l'activité économique des Etats-Unis à un niveau sans précédent. L'Europe occidentale, qui a connu un recul encore plus faible et d'encore plus courte durée, a participé au progrès ultérieur. Si les prix de certaines matières premières, notamment de celles qui sont chroniquement excédentaires, restent encore très bas, ceux de nombreux autres produits de base se sont relevés, ouvrant à beaucoup d'exportateurs de produits primaires la perspective d'un accroissement des recettes d'exportation.

16. Lorsqu'ils ont élaboré la première partie de l'*Etude sur l'économie mondiale, 1958* (E/3244), les auteurs ne se sont pas bornés à rendre compte des tendances économiques actuelles dans les différents pays; ils ont voulu élargir les perspectives, faire mieux comprendre les forces qui déterminent l'évolution de l'économie mondiale et susciter un accord plus général sur les possibilités et les limites des méthodes d'action envisagées. Certains aspects de cette analyse appelleront certainement des réserves. Cependant, cette première partie devrait au moins démontrer de façon définitive que l'expression « problème des produits de base » est trompeuse. Si l'on y présente comme l'un des problèmes fondamentaux le « retard » pris par le développement à long terme du commerce des produits primaires, on signale également que l'un des principaux problèmes à court terme est l'instabilité du commerce de ces produits, que l'on considère comme l'un des facteurs de nature à aggraver le problème à long terme. Néanmoins, l'*Etude* indique clairement qu'il n'existe à vrai dire pas de problème unique, général et bien défini, à long ou à court terme, que l'on puisse qualifier de « problème des produits de base ». Ce problème est donc un amalgame d'autres problèmes, variés et mouvants.

17. Malgré l'excès de simplification qui en résulte, il est commode de parler, comme on le fait dans l'*Etude*, d'un problème, à long et à court terme, des produits de base. Pour ce qui est du problème à long terme, l'idée d'un retard pourrait donner à entendre que le développement de l'économie mondiale souffre de quelque vice intrinsèque, par exemple du fait que le commerce mondial des produits primaires s'est développé trop lentement par rapport à la production mondiale de ces produits et plus lentement encore par rapport à la production mondiale de produits manufacturés. Le représentant des Etats-Unis est certain que les auteurs de l'*Etude* n'ont pas voulu laisser entendre cela: ils ont montré clairement que ce retard est dû à des causes diverses, notamment à des modifications profondes, de caractère technologique et structurel, dans l'industrie. Il n'y a pas de raison valable de s'attendre que le volume global du commerce des produits primaires augmentera toujours au même rythme que l'activité des industries manufacturières mondiales ou suive d'aussi près un autre phénomène économique analogue.

18. Dans de nombreux pays sous-développés, les recettes provenant de l'exportation des produits primaires risquent de rester pendant un certain temps insuffisantes au regard des importations qui sont nécessaires pour qu'un rythme satisfaisant de développement économique puisse être maintenu. Il faudra donc suppléer aux recettes d'exportation par des capitaux extérieurs. Il n'y a là rien de nouveau, et M. Phillips ne croit pas que l'on

gagne quoi que ce soit à qualifier ce phénomène de « déficit permanent et croissant de la balance des paiements ». Les capitaux étrangers jouent depuis longtemps un rôle important dans le développement des pays; ce fut notamment le cas aux Etats-Unis et au Canada. Les régions peu développées reçoivent maintenant de l'aide financière de bien des côtés. Chacun sait ce que les Etats-Unis ont fait à cet égard.

19. En ce qui concerne le problème à court terme, l'*Etude* fournit de nouvelles preuves que l'instabilité des marchés des produits de base est en grande partie provoquée par le cycle économique dans les pays industriels. Etant donné les connaissances et les techniques que l'on possède aujourd'hui, il devrait être possible de continuer à maintenir cette instabilité dans des limites plus étroites que par le passé.

20. Il semble que les pays qui sont tributaires des recettes tirées de l'exportation d'un ou de deux produits de base soient de plus en plus disposés à considérer la diversification de la production comme le moyen le plus sûr de combattre l'instabilité lorsque celle-ci ne peut être éliminée par un contrôle du cycle économique. Même lorsque la diversification ne contribue guère à diminuer l'instabilité, elle peut en réduire sensiblement les répercussions et, de plus, elle tend à modifier le rapport des exportations aux importations et, ainsi, à rendre moins ardu le problème à long terme que posent les produits de base. La diversification fait essentiellement partie du processus de développement; par conséquent, toute mesure tendant à promouvoir le progrès économique, qu'elle soit prise sur le plan national ou sur le plan international, contribue à atténuer de façon durable les difficultés qui se posent à court et à long terme en matière de produits de base.

21. Etant donné que la Commission du commerce international des produits de base doit entreprendre une étude des mesures nationales et internationales qui permettraient de remédier à l'instabilité à court terme des marchés, et que l'examen du rapport de cette Commission fait l'objet d'un point distinct de l'ordre du jour, M. Phillips s'abstiendra pour le moment de parler des accords sur les produits ou d'autres systèmes applicables aux produits de base.

22. La rapidité avec laquelle l'activité économique américaine a repris son mouvement ascendant après un ralentissement de neuf mois témoigne de la faculté de rétablissement inhérente à l'économie de libre entreprise des Etats-Unis, renforcée par l'action des stabilisateurs automatiques intégrés à cette économie et par des mesures fiscales et monétaires. Les indicateurs de l'économie des Etats-Unis ont maintenant atteint de nouveaux sommets. L'indice de la production totale (1947-1949 = 100), après être passé de 146 à 126 pendant la récession, a été porté à 152 en mai 1959, et l'indice de la production des biens durables a atteint un chiffre plus élevé encore puisqu'il est passé de 131 pendant la récession à 168. Ce relèvement résulte surtout de la reprise de la construction d'habitations, de l'accroissement des dépenses gouvernementales et d'un brusque renversement de la tendance des stocks, une certaine accumulation ayant succédé à une liquidation rapide.

La consommation des particuliers a augmenté considérablement, notamment dans le cas des biens durables. La reprise a tardé à se manifester dans les exportations et, à un degré moindre, dans les investissements en installations et en équipement; néanmoins les plans d'investissement sont actuellement modifiés dans le sens d'une expansion, et l'on peut prévoir une augmentation d'au moins 7 % par rapport à 1958. En raison d'une légère baisse des prix agricoles et d'une diminution des sommes versées aux agriculteurs par le gouvernement, il est probable que l'agriculture assurera à l'économie un soutien plutôt moindre qu'en 1958, période de hausse des prix agricoles.

23. Pendant les deux années qui ont précédé la récession, le nombre des chômeurs est resté voisin de 2.800.000, ce qui représentait 4,2 % de la population active civile et ne dépassait guère la proportion de travailleurs changeant d'emploi ou cherchant un emploi pour la première fois. Pendant la récession, le chômage a touché plus de 5 millions de travailleurs, soit près de 8 % de la main-d'œuvre. Comparée à la reprise vigoureuse de l'économie, l'amélioration de la situation de l'emploi a été relativement lente; toutefois, depuis le mois de mars 1959, le nombre des chômeurs a fortement diminué et, en mai, il représentait moins de 5 % de la main-d'œuvre. Dans les industries de transformation, la semaine de travail a dépassé la durée normale de 40 heures, et les gains hebdomadaires moyens sont maintenant supérieurs à 90 dollars.

24. Les prix à la consommation n'ont subi de hausse sensible que dans le domaine des transports — automobiles notamment — et dans celui des soins médicaux. Cette augmentation a été compensée par une diminution des prix des denrées alimentaires, de sorte que l'indice des prix à la consommation est resté pratiquement stable tout comme l'indice des prix de gros. En dépit de cette stabilité, des poussées inflationnistes existent dans l'économie américaine. Des mesures monétaires et fiscales sont mises au point pour contenir ces poussées, et de tous côtés des voix autorisées ont mis solennellement l'opinion en garde contre les dangers de l'inflation. Le Gouvernement des Etats-Unis ne pense pas qu'en enrayant l'inflation il risque de ralentir le progrès économique. Au contraire, il est convaincu que l'inflation ne peut que nuire à une expansion économique saine. M. Phillips est persuadé que la stabilité intérieure des prix n'est pas seulement compatible avec le développement économique mais qu'elle est un des éléments principaux qui permettent de le réaliser.

25. L'évolution récente de la situation des paiements internationaux des Etats-Unis a attiré l'attention générale. Pendant toute la période qui s'est écoulée depuis 1950, sauf en 1957, les paiements que les Etats-Unis ont effectués pour leurs importations, leurs investissements à l'étranger, leurs dépenses militaires et l'aide à l'étranger ont été plus importants que ceux qu'ils ont reçus de l'étranger. Il en est résulté une accumulation de dollars dans les autres pays, qui au cours de certaines années ont utilisé une partie de leurs soldes en dollars pour acheter de l'or aux Etats-Unis. Le fait que les choses évoluent de cette sorte, alors que, pendant les

premières années qui ont suivi la guerre, les réserves des pays autres que les Etats-Unis s'étaient gravement amenuisées, reflète de façon remarquable la vigueur croissante de l'économie mondiale. La reconstitution des réserves étrangères a facilité l'expansion des échanges mondiaux, l'élimination des obstacles au commerce et l'atténuation de la discrimination contre les biens payables en dollars.

26. Les exportations des Etats-Unis, qui par suite de circonstances passagères avaient atteint en 1957 un niveau sans précédent, ont fortement diminué en 1958. Mais les importations se sont bien maintenues et les programmes d'aide sont restés très importants.

27. Si la récession a pris fin avant le milieu de 1958, l'or et les créances en dollars à court terme accumulés cette année-là par les autres pays du monde libre et les institutions internationales ont atteint plus de 4 milliards, ce qui a porté leurs avoirs totaux en or et en dollars à près de 37 milliards, soit le double du chiffre le plus bas atteint depuis la fin de la guerre (en juin 1948); sur ces 4 milliards, 2.300 millions environ représentent des sorties d'or des Etats-Unis à destination principalement de l'Europe occidentale. Un autre milliard représente une augmentation des avoirs étrangers en dollars. Le reste provient de la production ou d'autres sources hors des Etats-Unis. Entre le 1^{er} janvier et le 20 mai 1959, il y a eu de nouvelles sorties d'or en provenance des Etats-Unis, s'élevant à 346 millions.

28. L'accroissement des réserves étrangères a facilité l'adoption, à la fin de 1958, de mesures spectaculaires en matière de convertibilité, qui ont marqué une étape importante vers l'établissement d'un système monétaire international sain. L'importance des mécanismes destinés à faciliter l'expansion du commerce mondial multilatéral est évidente. Pour développer les échanges mondiaux, la délégation de l'Union soviétique est favorable à la prolifération d'accords à long terme fondés pratiquement sur le troc. Cela représente un pas en arrière par rapport au commerce mondial multilatéral dont les Etats-Unis d'Amérique se sont constamment faits le champion.

29. Les pays développés sont dans l'ensemble en progrès. Leur prospérité assure de larges débouchés aux produits des pays peu développés, qui en général progressent également, encore que le rythme de leur développement soit souvent plus lent qu'on pourrait le souhaiter. L'importance vitale du développement économique n'a jamais été plus largement reconnue, par une opinion orientée plus que jamais vers l'action; l'assistance technique se développe; on apprend à mieux comprendre la valeur de l'effort personnel; une évolution importante est en cours en ce qui concerne l'aide publique; les efforts tendant à stimuler le mouvement des investissements privés se font plus vigoureux; le commerce mondial devient peu à peu plus libéral et multilatéral; on dispose de moyens étendus pour limiter étroitement les fluctuations économiques et contenir l'inflation, et l'on a la volonté de les employer; l'économie mondiale est plus forte qu'elle ne l'a jamais été dans le passé. De plus, elle est mue par un élan intérieur qui autorise les plus grands espoirs pour l'avenir.

30. M. PÉREZ LÓPEZ (Mexique) souligne l'intérêt particulier que présente pour les pays sous-développés l'excellente *Etude sur l'économie mondiale, 1958*, où l'on a accordé une attention spéciale au commerce mondial des produits primaires et à son importance pour ces pays.

31. Bien que la production ait diminué en 1958 dans la plupart des pays industrialisés, les réserves d'or et de dollars de ces pays se sont sensiblement accrues grâce au relâchement de la poussée inflationniste et à la chute des prix des produits primaires. C'est notamment ce qui s'est passé en Europe occidentale. Par contre, les réserves des pays sous-développés sont tombées à leur niveau le plus bas depuis dix ans, parce que le regain d'activité dans les pays industrialisés n'a eu pour résultat ni de faire progresser la demande de produits primaires ni d'abaisser le prix des articles manufacturés. Les pays sous-développés ont vu leurs revenus réels diminuer de 2 milliards de dollars en 1957/58, ce qui a réduit leur capacité d'importation des biens d'équipement nécessaires à leur développement, car la production intérieure des pays industrialisés a plus augmenté que leur demande de produits primaires en provenance de l'étranger. Par souci d'assurer leur développement, les pays sous-développés ont accru leurs importations de biens d'équipement, de matières premières industrielles et même de denrées alimentaires. L'équilibre ne peut être rétabli que si la demande mondiale de leurs produits d'exportation correspond à leur propre demande de produits d'importation. Sans cela, ils ne sauraient assurer leur équilibre intérieur qu'en limitant leurs importations de biens d'équipement et de matières premières industrielles aux dépens de leur croissance économique.

32. La demande mondiale de produits primaires et le prix de ces produits dépendent d'un grand nombre de facteurs variés qui rendent particulièrement complexe le problème de la stabilisation des prix. La stabilité économique des pays industrialisés, bien qu'elle constitue le plus important de ces facteurs, ne suffit pas, à elle seule, à assurer une demande régulière de produits primaires. Une légère modification de la demande de produits finis ou des stocks des pays très développés peut avoir les plus graves effets sur les revenus en devises des pays de production primaire. Certains pays sous-développés, incapables d'agir sur le marché mondial de leurs produits, ont tenté de stabiliser, en monnaie nationale, leurs recettes d'exportation, notamment en pratiquant le commerce d'Etat, en établissant des restrictions à l'importation et en fixant des taux différentiels de change. Or, ils n'ont pas été longs à découvrir que, lorsque les cours mondiaux baissent, il leur est difficile de recourir à ces moyens sans déclencher l'inflation ou d'accroître leurs revenus en devises.

33. On a suggéré d'accumuler des réserves de change pendant les périodes où les cours mondiaux des produits primaires sont élevés, afin de pouvoir compenser les pertes subies pendant les périodes où ils sont bas, mais cette méthode est presque inapplicable dans des pays qui ont un urgent besoin de développer leur économie.

34. Le véritable remède réside dans le remplacement progressif des biens importés par des biens produits à l'intérieur du pays et, dans cette voie, certains résultats

satisfaisants ont été obtenus pour les denrées alimentaires. Toutefois, le problème est beaucoup plus ardu lorsqu'il s'agit d'articles manufacturés, car, à ses débuts, toute intensification de la production nationale entraîne un accroissement des importations, non seulement de biens d'équipement mais aussi de combustibles et de matières premières. En outre, les pays semi-industrialisés constatent que, lorsque les articles manufacturés qu'ils exportent entrent en concurrence avec ceux des secteurs les plus exposés des pays très développés, ces derniers prennent des mesures protectionnistes.

35. Certes, les pays sous-développés devraient chercher à améliorer leur balance des paiements en utilisant plus rationnellement leurs ressources et en évitant de financer l'investissement par l'inflation. L'investissement doit être financé par l'épargne réelle, intérieure et extérieure.

36. Malheureusement, comme le signale l'*Etude*, à quelques exceptions près, les mouvements internationaux de capitaux à long terme pendant la période qui a suivi la guerre n'ont été ni suffisants ni assez bien répartis pour supprimer les déficits de la balance des paiements de la plupart des pays sous-développés; ceux-ci ont donc épuisé leurs réserves d'or et de devises et dû limiter leurs importations. L'apport des capitaux privés à long terme dans les pays sous-développés a été, par rapport à la valeur des exportations de ces pays, beaucoup moins important pendant la période 1955-1957 qu'en 1928, et la majeure partie de ces capitaux ont été investis dans l'industrie pétrolière. Sans doute, les prêts et les dons octroyés par différents Etats ou organismes ont-ils comblé le vide laissé par le ralentissement des apports de capitaux privés, mais depuis les années vingt, cette contribution au développement économique n'a représenté qu'environ 2 dollars par habitant et par an. On se rend compte de l'insuffisance de ce montant si l'on songe que, par suite de l'évolution défavorable des termes de l'échange, les pays sous-développés ont vu, en 1958, diminuer à tel point leurs recettes d'exportation qu'il en est résulté pour eux une perte de capacité d'importation équivalant au montant total des crédits que la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (Banque) pourrait leur allouer en six ans, si elle continuait ses opérations au rythme de 1956-1957. A ce propos le représentant du Mexique juge particulièrement importantes les observations que le Secrétaire général a présentées à la 1068^e séance lorsqu'il a parlé d'un nouvel examen de la question de savoir si, même dans les circonstances actuelles, il est opportun de subordonner le développement de l'aide aux pays sous-développés aux progrès accomplis dans le domaine du désarmement mondial.

37. L'importation de capitaux ne peut, en soi, qu'être une solution provisoire; en effet, pour progresser de façon satisfaisante et réaliser l'équilibre de son économie, un pays doit pouvoir assurer le financement de ses investissements avec sa propre épargne, sans créer de poussées inflationnistes.

38. Etant donné la complexité des facteurs en cause, les pays sous-développés sont dans l'impossibilité de résoudre eux-mêmes le problème que pose la stabilisation de la demande mondiale et des prix mondiaux des

produits de base. Seule la coopération internationale peut permettre de trouver une solution; malheureusement, les pays industrialisés adoptent souvent des mesures qui réduisent la demande de produits primaires importés. Il est évident que le problème des produits de base n'a qu'une importance secondaire pour les pays économiquement développés, où le taux de croissance est avant tout fonction de la production industrielle nationale et non des exportations vers des pays moins développés.

39. Les pays industrialisés ont la responsabilité spéciale de maintenir la production intérieure et la demande intérieure à un niveau d'activité suffisant pour provoquer une demande de produits d'importation, qui aura pour résultat d'accroître les échanges internationaux. Les perspectives actuellement peu favorables en ce qui concerne la demande et les prix mondiaux des produits primaires ne pourront s'améliorer que si les pays industrialisés achètent ces produits en quantités plus importantes et à des prix plus intéressants. C'est le taux d'accroissement de la demande dans les pays développés qui détermine l'allure à laquelle pourra se développer l'ensemble de l'économie mondiale.

40. Sur le plan économique, la grande difficulté dans le monde actuel est de créer des conditions favorables à une croissance à long terme, en particulier dans les pays pauvres. Il importe donc essentiellement que les pays industrialisés conçoivent leur politique économique de telle sorte qu'elle soit profitable non seulement aux autres pays industrialisés, mais aussi aux pays sous-développés, par exemple en supprimant les restrictions imposées aux importations en provenance de ces derniers pays.

41. Tout ce que l'on a tenté, à l'échelon international, pour résoudre le problème difficile du commerce mondial des produits de base, a eu bien peu de résultats positifs, si l'on excepte de modestes réalisations dans des domaines tels que la statistique ou la recherche.

42. L'*Etude* présente une excellente analyse des divers plans proposés pour résoudre le problème des produits de base, notamment la création d'un fonds mondial de stabilisation (chapitre 3). Toutefois, les efforts tentés jusqu'ici ont seulement abouti à des projets qui ne sont que l'expression de bonnes intentions.

43. On a admis qu'il existe un lien étroit entre le problème des produits de base et le développement économique des pays insuffisamment développés, et que le progrès de ces derniers est indispensable au progrès et à la sécurité des pays très développés: c'est là le résultat le plus important, semble-t-il, des longues discussions qui ont été consacrées au problème des produits de base. Il est également apparu que les pays développés sont mieux en mesure de supporter tous les ajustements auxquels ils peuvent être appelés à procéder pour éviter des fluctuations excessives de la demande et des prix des produits primaires. La délégation mexicaine estime que l'on pourrait avancer quelque peu la solution du problème des produits de base si l'on s'appuyait sur ces notions fondamentales lorsqu'on élabore des plans ou des mesures de stabilisation. Toutefois, il importe que non seulement les économistes mais aussi les gouver-

nements, les parlements et les groupes d'intérêts qui existent dans les pays acceptent ces idées.

44. Au sujet de l'excellent rapport préliminaire du Secrétaire général sur les travaux effectués jusqu'à maintenant en ce qui concerne les évaluations à court terme de la situation économique mondiale (E/3266 et Add.1), le représentant du Mexique est d'avis que l'on devrait compléter sans tarder, par des commentaires sur les tendances à plus ou moins court terme, tout ce qui a été fait jusqu'ici en matière de choix des indices statistiques.

45. Dans sa résolution 1321 (XIII), l'Assemblée générale a prié le Secrétaire général de demander aux Gouvernements des Etats Membres de faire connaître leur avis sur l'opportunité de formuler un énoncé des objectifs économiques des Nations Unies et des moyens de coopération internationale qui peuvent servir à atteindre lesdits objectifs dans un climat d'harmonie et de concorde. D'après les documents qui ont été présentés jusqu'ici au Conseil (E/3202 et Add.1 à 6), on constate que moins d'un quart des Etats Membres de l'Organisation ont répondu et qu'il existe des divergences de vues entre ceux qui ont fait parvenir leur réponse. La délégation du Mexique espère que, sur une question aussi importante, on trouvera un terrain d'entente et que l'on pourra déterminer dans une certaine mesure la voie à suivre, notamment pour la majorité des peuples du monde, dont les perspectives d'avenir et le bien-être restent très limités.

46. M. KAMENOV (Bulgarie) souligne que, dans les circonstances actuelles, les problèmes relatifs au commerce des produits de base ont un caractère vital pour plus de la moitié des peuples de la terre et par conséquent font partie intégrante de la situation économique mondiale. Etant donné les buts pratiques des travaux du Conseil, il convient d'examiner plus spécialement la situation actuelle de ce commerce et ses perspectives rapprochées.

47. En 1958, la récession économique s'est manifestée de façon très nette d'abord en Amérique du Nord puis en Europe occidentale et au Japon. Les symptômes principaux de la crise aux Etats-Unis ont été la baisse de la production, notamment d'acier, de charbon, d'automobiles, de textiles, et l'augmentation du nombre des chômeurs; à cela se sont ajoutés la diminution des importations et le fléchissement des prix des produits importés, qui ont eu un effet néfaste sur l'économie des pays européens et des pays exportateurs de produits de base. D'après les statistiques officielles, la chute de la production industrielle des Etats-Unis a été de l'ordre de 13 % de septembre 1957 à avril 1958 — et de 14,7 % de décembre 1956 à avril 1958 — et le nombre des chômeurs a augmenté d'environ 2,5 millions. Il est prématuré de conclure que la récession est terminée. Dans certaines branches, la reprise reste très lente et le niveau le plus élevé de la période d'expansion n'est pas encore atteint. Le chômage reste très important: 4,75 millions de chômeurs en février 1959.

48. En Europe occidentale, région dont l'économie présente de nombreux traits communs avec celle de l'Amérique du Nord, malgré certaines particularités, la

récession n'a pas été très longue non plus, mais les branches fondamentales ont subi une véritable crise de surproduction.

49. La récession en Amérique du Nord et en Europe occidentale a eu des conséquences néfastes pour l'économie des pays peu développés, producteurs et exportateurs de produits de base. Elle a entraîné pour eux une perte de plus de deux milliards de dollars. Du milieu de 1957 au milieu de 1958, les prix des matières premières ont baissé de 7 à 8 % en moyenne, tandis que les prix des produits industriels exportés vers les pays peu développés montaient progressivement. La baisse des prix des matières premières à l'exportation a entraîné pour les pays peu développés des pertes égales aux prêts de la Banque sur six années. Les pays de monoculture ont en outre souffert de la concurrence des produits de substitution.

50. Comment accélérer le développement économique des pays peu développés et comment leur éviter les conséquences désastreuses des fluctuations économiques dans les pays développés, telles sont les questions qui se posent. Le premier principe à observer en la matière est le suivant: c'est aux pays intéressés qu'il appartient de choisir la voie à suivre pour se développer. Les autres pays et les organisations internationales ne peuvent qu'exprimer des idées en s'inspirant de l'analyse objective des faits et du désir d'être utiles. Une conclusion s'impose: il est absolument nécessaire de penser aux mesures qui permettront d'éviter que les avantages apportés par l'assistance technique et économique ne soient annihilés par les effets de la récession.

51. C'est en s'industrialisant que les pays peu développés peuvent le plus sûrement se mettre à l'abri des conséquences des fluctuations des prix mondiaux. On a noté avec raison dans l'*Etude sur l'économie mondiale, 1958*, que le commerce des pays exportateurs de matières premières avec les pays à économie planifiée avait un effet stabilisateur. D'autre part, les crédits à 2,5 ou 3 % d'intérêt accordés par les pays à économie planifiée pour l'acquisition de moyens de production contribuent à l'industrialisation des pays peu développés.

52. Le chapitre 7 de l'*Etude* contient des chiffres qui prouvent que le développement progressif des pays à économie planifiée se poursuit. En Bulgarie, notamment, le mouvement populaire pour la réalisation du plan quinquennal en trois ou quatre ans a pris une ampleur considérable. Au cours de l'hiver 1958/59, les paysans bulgares ont, pour la première fois en cette saison, travaillé à la réalisation de grands projets. La superficie des terres arables s'est ainsi accrue de 108.000 hectares et celle des terres irriguées, de 153.000 hectares. Pendant le premier trimestre de 1959, la production industrielle bulgare a augmenté de 18 %. D'après le plan révisé, elle aura doublé en 1962 par rapport à 1957. En 1959, la production agricole doit dépasser de 77 % celle de 1957.

53. L'analyse de la situation économique mondiale faite par les auteurs de l'*Etude* met en relief les liens étroits qui existent entre l'économie des divers pays. Ces liens, qui sont d'une importance primordiale au stade actuel de développement de l'économie mondiale, résultent de la division du travail au niveau international;

les hommes ne sauraient les rompre. Toute politique contraire à la collaboration économique est vouée à l'échec. Or, il n'est plus possible de parler du commerce mondial sans penser au commerce avec les pays à économie planifiée. Les exemples de collaboration économique entre ces pays et les pays producteurs et exportateurs de produits de base ont montré que cette collaboration facilite la solution des problèmes relatifs aux produits de base. D'autre part, des pays qui éprouvent des difficultés économiques, de caractère inflationniste ou autre, ont réussi à rendre moins aigus des problèmes tels que le chômage ou le déséquilibre de leur balance commerciale en collaborant avec des pays à économie planifiée, où ils trouvent à la fois des matières premières et des débouchés pour leur production. Ce sont là des vérités qui sont de plus en plus largement reconnues.

54. Malgré leurs différences, les pays capitalistes et les pays socialistes ont des points de contact suffisants pour pouvoir établir entre eux des rapports économiques solides et permanents. Bien que profondément dissemblables, les monnaies et les systèmes financiers peuvent être des éléments de liaison; l'or en particulier, qui est en quelque sorte une monnaie mondiale, peut servir de pont. Le développement des transports et des communications ouvre aussi de nouvelles possibilités de coopération.

55. La collaboration économique internationale, y compris la coopération entre les pays à systèmes économiques différents, est à la fois nécessaire et possible. Elle constitue le domaine où le Conseil doit rechercher la solution des problèmes économiques et sociaux.

La séance est levée à 12 h. 25.